INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 2 mai 2022**

* Les marchés européens ont reculé dans le sillage de la chute de Wall Street, vendredi. L’indice CAC 40 a clôturé en repli de 1,66% à 6 425,61 points après avoir chuté de plus de 3% dans la matinée. L'EuroStoxx50 a cédé 2,10% à 3 722,97 points. Wall Street, qui a connu son plus mauvais début d’année depuis 1939 pour l’indice S&P 500, se reprenait aujourd’hui. Vers 17h30, le Dow Jones perdait encore 0,42% après avoir déjà chuté de 2,8%, vendredi.
* Les principaux indices européens ont connu un trou d'air dans la matinée, plusieurs bourses nordiques étant victimes d'un flash crash. " Il est très clair pour nous que la cause de ce mouvement sur le marché est une transaction très importante effectuée par un participant au marché " a commenté la Bourse d'Oslo.
* L'ambiance sur les marchés reste morose entre le Covid en Chine affectant Shanghai et Pékin, la guerre en Ukraine et une situation économique dégradée. Avant la décision de politique monétaire de la Fed mercredi, la séance a été animée par la publication des indices des directeurs d'achat pour le secteur manufacturier.
* Il est ressorti à 55,5 le mois dernier contre 55,3 en première estimation et 56,5 en mars. " La tendance baissière de la production risque de s'accentuer. L'indice des perspectives d'activité continue en effet d'afficher un niveau nettement inférieur à sa moyenne de long terme tandis que le ralentissement de la croissance des nouvelles de commandes et le ratio carnets de commandes-stocks de produits finis suggèrent un recul de la production au cours des prochains mois ", a prévenu S&P Global. " Parallèlement, les fortes tensions inflationnistes risquent également de peser sur la demande ".
* Aux Etats-Unis, l'indice des directeurs d'achats (PMI) dans le secteur manufacturier établi par S&P Global s'est élevé à 59,2 pour mois d'avril, en version définitive, contre une première estimation de 59,8. Le mois précédent, il était de 58,8.
* La Banque de réserve d'Australie devrait suivre l'exemple de la Riksbank jeudi dernier et relever ses taux directeurs demain matin. " Comme l'ont montré les données sur les prix à la consommation la semaine dernière, l'inflation en Australie s'est également accélérée de façon notable et le maintien de la politique monétaire ultra-expansionniste semble de plus en plus discutable. D'autant plus que l'économie australienne se porte bien et que le marché du travail est déjà très tendu ", explique Commerzbank.

Son taux de base devrait être rehaussé de 15 points de base, à 0,25%, selon le consensus Bloomberg.

Sur le marché des changes, le dollar australien perd 0,24% à 0,7046 dollar américain.

* Les cours du blé sont en hausse de 0,21% à 10,58 dollars le boisseau jeudi. Les cours restent soutenus par la guerre en Ukraine, considérée comme le grenier à blé de l'Europe, alors que le ministère de l'agriculture a confirmé la fermeture des ports du pays bloqués par l'armée russe. A cela s'ajoute une vague de chaleur sans précédent en Inde, le second producteur le plus important du monde, qui pourrait anéantir 10% à 50% de la production de blé cette saison.
* Goldman Sachs a révélé dans un document légal être encore exposé à la Russie à hauteur de 260 millions de dollars à fin mars. Ce montant comprend 56 millions de dollars pour les dérivés de gré à gré (OTC) et 204 millions de dollars liés aux dépôts et autres créances. La banque américaine, qui a toujours l'intention de quitter la Russie, a par ailleurs précisé que l'impact financier direct global des contreparties, emprunteurs, émetteurs et instruments connexes ukrainiens et russes s'était traduit par une perte nette d'environ 300 millions de dollars.
* L'indice ISM manufacturier aux Etats-Unis est tombé à 55,4 au mois d'avril, alors qu'il était attendu à 57,6. Il avait été de 57,1 en mars.

**SOCIETES**

* Rares ont été les valeurs à surnager. Carrefour a échappé à la baisse grâce à son caractère défensif tandis que les 39 autres sociétés du CAC 40 ont fini dans le rouge.
* Down Under : l'Europe a plus de chance dans les airs que sous les mers. Quatre mois et demi après avoir annoncé le choix d’Airbus pour remplacer sa flotte d’avions Boeing, la compagnie australienne Qantas Airways a confirmé son basculement vers le groupe européen. A la Bourse de Paris, l’action Airbus (-1,48% à 103,98 euros) a surperformé un marché parisien en net repli. Qantas Airway a confirmé aujourd’hui une commande pour 2 A350-1000, 20 A220 et 20 A321XLR.

En septembre, Naval Group n'avait pas eu autant de chance : l'Australie avait annulé un contrat de 35 milliards d'euros pour 12 sous-marins conventionnels au profit des Etats-Unis.

L'A350-1000 a été sélectionné par Qantas à la suite d'une évaluation connue sous le nom de projet Sunrise et cette appareil permettra à la compagnie australienne d'exploiter les vols commerciaux les plus longs du monde. L'avion européen peut réaliser des vols des 16 100 kilomètres.

Qantas pourra notamment relier Sydney et Melbourne à des destinations telles que Londres et New York sans escale pour la toute première fois. Les vols doivent débuter fin 2025 et les appareils seront configurés pour accueillir des sièges premium supplémentaires, qui représenteront 40% des capacités. L'A350-1000 pourra transporter un total de 238 passagers, un nombre inférieur aux autres modèles de l'A350.

Les 20 A220 et les 20 A321XLR seront utilisés par le groupe Qantas sur les liaisons intérieures à travers le pays, qui peuvent durer plus de cinq heures. La livraison sera étalée sur une décennie.

Cet accord s'ajoute à la commande existante de 109 appareils de la famille A320neo, qui comprend l'A321XLR pour la filiale à bas prix du groupe Qantas, Jetstar.

* TotalEnergies annonce le démarrage de la production de la première phase du développement du champ géant de Mero, situé sur le bloc de Libra, à plus de 150 kilomètres au large de Rio de Janeiro, dans le bassin pré-salifère prolifique de Santos. Lancée fin 2017, cette première phase (Mero-1) comporte une unité flottante de production, de stockage et de déchargement (FPSO) d'une capacité de production de 180 000 barils de pétrole par jour.

Cette première phase sera suivie de trois autres phases de développement, avec les FPSO Mero 2, Mero 3 et Mero 4, ayant chacune une capacité de production de 180 000 barils par jour et dont les démarrages sont prévus entre 2023 et 2025.

* Orpea a perdu 4,87% à 32,45 euros dans un marché tourmenté. L'exploitant de maisons de retraite propulsé dans l’œil du cyclone depuis fin janvier par des accusations de manquements dans la prise en charge de ses résidents se dote d'un nouveau patron. Laurent Guillot a été nommé directeur général à compter du 1er juillet. Il remplace Yves Le Masne, qui après 28 ans chez Orpea, avait été remercié fin janvier. Agé de 52 ans, manager expérimenté, Laurent Guillot aura notamment la charge d’élaborer et de mettre en œuvre le plan d’amélioration et de transformation du "nouvel Orpea".

Après avoir commencé sa carrière dans l'administration, notamment au cabinet du Ministre de l'Equipement, des Transports et du Logement en tant que conseiller technique, Laurent Guillot rejoint en 2002 la Compagnie Saint-Gobain. Il y a dirigé différentes activités en France et à l'international jusqu'en 2009. Il devient alors Directeur financier du groupe puis Directeur Général Adjoint. A compter de 2016, il prend la direction des Matériaux puis des Solutions haute-performance. Laurent Guillot est administrateur indépendant et Président du comité d'audit et des risques de Safran.

Orpea a par ailleurs indiqué qu'à la suite du rapport Igas – Igf, la mission d'évaluation indépendante menée à la demande du conseil d'administration poursuit ses investigations. Publié le 26 avril 2022, le rapport d'étape montre, après trois mois d'enquêtes approfondies, qu'il n'y a pas de système de maltraitance organisé des résidents, mais relève des dysfonctionnements qui appellent des évolutions.

D'ores et déjà, le groupe a mis en œuvre des premières mesures correctrices, comme la mise en place d'une plateforme d'écoute des familles et d'un dispositif de médiation ou encore le renforcement de la plateforme d'alerte pour les salariés.

* La Commission a envoyé une communication de griefs à Apple. Elle craint que le groupe technologique américain n’ait illégalement faussé la concurrence sur le marché des portefeuilles mobiles sur les appareils Apple. À titre préliminaire, elle a constaté qu'Apple avait abusé de sa position dominante en restreignant l'accès à des éléments clés nécessaires au développement et au fonctionnement d'applications de paiement mobile, appelées portefeuilles mobiles.

" En Europe, la plupart des paiements effectués avec un téléphone portable dans les magasins traditionnels reposent sur une technologie sans fil appelée "Near Field Communication" (NFC) ", rappelle Bruxelles.

" Le potentiel d'innovation dans ce domaine est énorme. Mais cette innovation a été empêchée par le fait qu'Apple refuse aux autres d'accéder au NFC sur ses appareils. Et c'est important. Parce que ce marché est en pleine croissance. Aujourd'hui, Apple a de loin la plus grande basée installée de portefeuille mobile basé sur la technologie NFC sur le marché ", explique la Commission européenne.

* Le consortium mené par Thales et CS GROUP a été notifié par la Direction générale de l'armement (DGA) pour la réalisation et le déploiement de la capacité de lutte anti-drones PARADE d'un montant global de 350 millions d'euros sur une durée de 11 ans, dont 33 millions fermes à date. Le système modulaire et multi-missions PARADE vise à détecter, classifier et neutraliser de manière sécurisée des micro et mini-drones. Il pourra être utilisé dans le cadre d'un déploiement temporaire, pour la protection d'un site fixe ou projeté en opérations extérieures.

Le système PARADE viendra notamment renforcer la sécurité du public et des infrastructures de deux évènements sportifs qui se tiennent en France : la Coupe du Monde de Rugby 2023 et les Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024.

Les premiers systèmes PARADE seront livrés à la DGA moins d'un an après le lancement du programme.

**ANALYSES**

* Croissance zéro au premier trimestre, inflation à 4,8% en avril… A regarder les dernières données de l'Insee, le nouveau quinquennat commence sous des vents très défavorables sur le plan économique. Le conflit ukrainien a cassé la dynamique de la reprise.

Si un ralentissement de l'économie tricolore était anticipé, l'atterrissage est plus brutal qu'attendu. L'institut statistique prévoyait une hausse de 0,3 % du PIB entre janvier et mars 2022. In fine, l'Hexagone fait moins bien que la zone euro, où le PIB progresse de 0,2 % en moyenne sur la période.

Dans ce contexte, l'exécutif, qui n'a pas revu son objectif d'une hausse de 4 % du PIB en 2022 établi l'an dernier, ne devrait sans doute pas tarder à réexaminer sa copie. Le 20 avril, le Fonds monétaire international a déjà ramené sa prévision pour l'année de 3,5 % à 2,9 %. Un rythme encore soutenu, qui découle de la vigueur de la reprise l'an dernier et de l'acquis de croissance pour l'année 2022. A fin mars, il est estimé à 2,4 % par l'Insee, qui a relevé de 0,1 point, à 0,8 %, la croissance au dernier trimestre 2021.

En ce début d'année, l'envolée des prix a grippé le principal moteur de la croissance française : la consommation a chuté de 1,3 % au premier trimestre sous la pression des événements : résurgence de la pandémie avec le variant Omicron, guerre en Ukraine et, surtout, hausse des prix à des niveaux inédits. L'inflation pèse sur le moral des Français, qui craignent des pertes de pouvoir d'achat. En mars, leurs achats de biens, en volume, ont diminué de 1,3 %. Contraints d'ajuster leur budget, les ménages ont réduit de 2,5 % leurs dépenses alimentaires et de 1,6 % celles d'énergie.

De son côté, la production de biens et services a ralenti, en hausse de 0,5 % au premier trimestre, contre 1 % les trois mois précédents. En revanche, malgré la flambée des coûts et les difficultés d'approvisionnement liées à la guerre et aux confinements en Chine, l'investissement des entreprises non financières a continué de tenir (0,7 %). Les carnets de commandes sont, il est vrai, bien remplis. Et la bonne surprise vient du commerce extérieur, qui apporte une contribution légèrement positive au PIB grâce à une hausse plus rapide des exportations (+1,5 %) que les importations (+1,1 %).

Tout laisse à penser que les prochains mois seront difficiles. Comme d'autres confrères, Patrick Artus, conseiller économique de Natixis, dit s'attendre à « une stagnation de l'activité en France au cours des trois prochains trimestres ». Certains imaginent aussi que l'Hexagone n'échappera pas à une « récession technique ».

« Le choc de prix est le plus grand risque pour l'économie française », estime Denis Ferrand, directeur de Rexecode, proche du patronat. Tout va dépendre de l'évolution de la crise ukrainienne et des sanctions contre la Russie. « En cas d'embargo sur le gaz et le pétrole russe, la croissance française pourrait être limitée à 1,8 % en 2022 et une récession sera inévitable l'an prochain. Autrement, elle peut espérer une hausse de 3 % de son PIB cette année », assure Ana Boata, directrice de la recherche économique chez Allianz Trade.

Selon elle, « la France est entrée dans la crise avec des armes pour faire face aux vents contraires : elle est moins dépendante du gaz russe que d'autres pays, les entreprises ont du cash et les ménages de l'épargne. Le vrai sujet, c'est que leur pouvoir d'achat va baisser cette année. De ce fait, tout va dépendre des mesures de soutien du pouvoir d'achat qui seront mises en place par le gouvernement. L'évolution des salaires au second semestre sera également déterminante ».

**L’AGENDA DU 3 mai 2022**

**9h55 en Allemagne**
Marché de l'emploi en avril

**11h00 en zone euro**
Prix à la production en mars
Taux de chômage en mars